



# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Europe centrale et balte

Une publication du SER de Varsovie, avec la participation des SE de la zone  
Décembre 2024

### Faits saillants :

- Maintien des taux directeurs en Pologne et Hongrie ;
- Inflation (HICP) élevée dans la région, jusqu'à 3,9 % en g.a. en Pologne et Hongrie, avec seulement deux pays sous la moyenne UE (2,5 %) : la Lettonie et la Lituanie ;
- Vote des lois de finances 2025 dans les différents pays ;
- Standard & Poor's salue la stabilité de l'économie lituanienne.

#### LE CHIFFRE A RETENIR

**+8,5 %**

de revalorisation du salaire minimum en Pologne en 2025.

### Dossier du mois :

## Europe centrale et balte, 7<sup>ème</sup> partenaire commercial de la France

*Les pays d'Europe centrale et balte (Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Tchéquie et Slovaquie) jouent un rôle majeur, mais parfois méconnu, pour le commerce extérieur de biens de la France. Ensemble, ils représentent 5,3% de nos exportations et 5,4% de nos importations, les plaçant virtuellement comme notre 7<sup>ème</sup> client et 7<sup>ème</sup> fournisseur. Le volume de nos échanges avec ces pays a considérablement augmenté depuis leur adhésion à l'UE il y a 20 ans, appuyé par une progression presque continue de nos exportations comme de nos importations. Ces échanges sont néanmoins défavorables à la France avec une balance commerciale structurellement déficitaire, mais qui devrait s'améliorer en 2024. Sans surprise, nos échanges témoignent de l'intégration de nos industries et de la prépondérance du secteur automobile.*

# Pologne

## Début de la présidence polonaise du Conseil de l'UE

La Pologne a pris la tête du Conseil de l'UE pour 6 mois à compter du 1<sup>er</sup> janvier. C'est la 2<sup>ème</sup> fois depuis son adhésion à l'Union en 2004 (précédente présidence en 2011). Avec pour mot d'ordre la « sécurité », déclinée en 7 volets – défense, énergie, économie, alimentation, information, santé et sécurité civile –, la présidence polonaise succède à la hongroise. Elle intervient au moment clef de la prise de fonction d'une nouvelle Commission européenne depuis le 1<sup>er</sup> décembre.

La Pologne prévoit l'organisation de 400 événements, dont 22 réunions informelles de ministres qui débiteront par une réunion des ministres de l'éducation le 21 janvier, date à laquelle le Premier ministre Tusk se rendra à Strasbourg pour présenter aux parlementaires européens le détail des priorités de la présidence polonaise. Une réunion conjointe des ministres européens du Commerce et des ministres européens de l'Industrie se tiendra les 3 et 4 février à Varsovie.

## Pas de baisse de taux avant début 2026 ?

Pour mémoire le taux directeur de la Banque centrale (NBP) est inchangé à 5,75 % depuis octobre 2023. Dans ce contexte, on note que lors d'une conférence de presse le 5 décembre le gouverneur de la NBP, Adam Glapinski, a encore durci sa rhétorique : s'il laissait jusque-là entrevoir une baisse des taux au 1<sup>er</sup> semestre 2025, il faudrait désormais attendre la fin d'année 2025, voire début 2026.

Pour justifier cette politique plus « faucon » que « colombe », le gouverneur évoque la décision du gouvernement de prolonger le gel des prix de l'électricité jusqu'en septembre 2025. A noter que les relations sont très mauvaises entre le gouverneur et les nouveaux gouvernants polonais, qui veulent l'envoyer devant un Tribunal d'Etat.

## Revalorisation du salaire minimum de 8,5 % en 2025

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, le salaire minimum mensuel brut est fixé à 4 666 PLN/mois (environ 1 076 EUR), soit une revalorisation de 8,5 % par rapport à 2024. Le salaire minimum correspondrait à environ 53 % du salaire moyen. Et d'après les estimations de la chancellerie du Premier ministre, 24 % des employés en Pologne percevaient le salaire minimum en 2024. On notera par ailleurs une forte pression salariale en Pologne en fin d'année : le salaire moyen brut dans le privé a progressé en décembre de 10,5 % en glissement annuel (g.a.), pour atteindre 8 478 PLN/mois (environ 1 956 EUR) ; une évolution salariale légèrement supérieure au consensus du marché qui était de 10,0 %.

# Hongrie

## Maintien des taux par la Banque centrale

La Banque centrale de Hongrie (MNB) a maintenu son taux de base à 6,50 % en novembre et décembre, comme prévu par les analystes. En conséquence, les taux de dépôt et de prêt garanti au jour le jour sont également restés inchangés, à 5,50 % et 7,50 %, respectivement. Cette décision a été motivée par une approche axée sur la

stabilité alors que les tensions géopolitiques pèsent sur les perspectives d'inflation et, surtout, par l'évolution volatile des marchés financiers, à savoir l'affaiblissement significatif du forint hongrois.

## Recul du déficit budgétaire en novembre

L'administration centrale hongroise a enregistré un déficit mensuel de 233,8 Mds HUF (5,6 Mds EUR) en novembre 2024, le plus faible depuis 2019. Sur les 11 premiers mois 2024, la Hongrie affiche un déficit public total de 3 284,3 Mds HUF (79,0 Mds EUR). Ce chiffre comprend un déficit de 3 257,5 Mds HUF du budget central, un déficit de 226,8 Mds HUF des fonds de sécurité sociale et un excédent de 200,0 Mds HUF des fonds extrabudgétaires.

## Amélioration de la perspective d'IDR par Fitch à « stable »

Fitch Ratings a révisé la perspective de la note de défaut émetteur (Issuer Default Rating) à long terme en devises étrangères de la Hongrie de « négative » à « stable », tout en confirmant sa notation à « BBB ». Cette décision s'explique, selon Fitch, par une meilleure coordination entre les politiques budgétaires et monétaires, ayant entraîné une réduction notable des déséquilibres macroéconomiques. En effet, la MNB maintient une politique monétaire rigoureuse, tandis que le gouvernement a entrepris des efforts pour réduire le déficit primaire depuis 2023. Ainsi, parmi les progrès figurent notamment la forte diminution de l'inflation et le retour à un excédent de la balance courante.

# République tchèque

## Inflation à + 2,8 % en g.a. en novembre

En novembre, l'indice des prix à la consommation s'est élevé à 2,8 % en glissement annuel, au même niveau qu'en octobre, tout en étant légèrement inférieur aux prévisions de la CNB qui anticipait une légère hausse à 3 %. Ce niveau d'inflation reste dans la limite de tolérance fixée par la CNB, dont la prévision d'inflation en 2024 s'élève à 2,5 %, quand pour 2025 l'inflation atteindrait en moyenne 2,6 %.

Si les prix du gaz naturel et du pétrole ont décliné (-2,9 % et -7,6 % respectivement), l'inflation a été portée en novembre par les hausses des prix de l'électricité (+9,2 %), de l'eau (+10,9 %), du chauffage (+8,5 %), les loyers (+6,3 %) et des secteurs de la restauration et de l'hôtellerie (+7 %). De manière générale, les prix des biens et des services ont augmenté de 1,4 % et de 5,2 % respectivement.

## Adoption par la Chambre des députés du projet de loi de finances pour 2025

Le 3 décembre 2024, la coalition gouvernementale a adopté le projet de loi de finances pour 2025. La loi acte la poursuite des efforts structurels réalisés depuis 2021 et l'adoption du paquet de consolidation de 2023, avec un déficit budgétaire prévu de 2,1 % du PIB (241 Mds CZK, ~9,6 Mds EUR), contre 2,5 % en 2024. La dette publique continuera d'augmenter et devrait atteindre 44,4 % du PIB l'an prochain, après 43,7 % en 2024. Si la Tchéquie reste l'un des pays moins endettés de l'UE, sa dette a connu

une croissance importante sur les années 2019-2021 au moment de la crise COVID (+10 points de PIB en 3 ans).

Les principaux postes de dépenses (2 327 Mds CZK, ~92,9 Mds EUR) et de recettes (2 086 Mds CZK, ~83.3 Mds EUR) sont restés inchangés par rapport au PLF de septembre. Concernant les dépenses, la priorité est donnée : (i) aux investissements dans les infrastructures de transport (249,6 Mds CZK / ~10 Mds EUR, soit +36 % par rapport à 2024), (ii) à la R&D (51,6 Mds CZK / ~2,06 Mds EUR, soit +7,7 %) pour stimuler la croissance, (iii) à l'élimination des dégâts occasionnés par les inondations liées à la tempête Boris, (iv) à la hausse de la masse salaire publique (+5 %) et, (v) à l'intensification des dépenses en défense, pour maintenir les 2 % du PIB qui y sont consacrés.

## **Signature de la réforme des retraites adoptée par le Parlement**

Le président Pavel a signé la réforme des retraites adoptée par le Sénat le 4 décembre 2024. Pour faire face au déficit structurel du régime obligatoire (-1 % du PIB en 2024), la réforme prévoit : (i) le décalage progressif de l'âge légal de départ en retraite, actuellement fixé entre 64 et 65 ans selon l'année de naissance, à 67 ans ; (ii) une réduction de la dynamique et du montant des pensions (mécanisme de revalorisation moins avantageux, baisse du taux de remplacement des futures pensions) ; (iii) plusieurs mesures de justice sociale et d'amélioration des revenus des retraités (la hausse de la pension minimale à 20% du salaire moyen, la fin des cotisations salariales pour les retraités actifs, l'allongement des pensions de réversion ou la base fiscale commune aux couples) et (iv) des incitations à l'épargne-retraite par capitalisation.

Par ailleurs, il y a un durcissement des conditions de départ anticipé avec la réduction du nombre de métiers éprouvants le permettant sans décote (contre une contribution de l'employeur de 5 % du salaire brut à l'épargne retraite de l'employé). L'opposition (ANO), soutenue par les partenaires sociaux, promet l'abrogation de la réforme en cas de sa victoire aux législatives en 2025.

## **Hausse des salaires réels de 4,7 % au T3 2024 mais pour un pouvoir d'achat identique au niveau de 2018**

L'office tchèque des statistiques a publié les données relatives à l'emploi au T3 2024 : les salaires réels ont connu une progression moyenne de 4,6 %. Le salaire moyen a augmenté de 2 973 CZK (~119 EUR) pour atteindre 45 412 CZK (~1 816,5 EUR), soit une hausse nominale de 7 % par rapport au T3 2023. Le salaire médian a lui augmenté de 2 520 CZK (101 EUR), pour atteindre 40 482 CZK (1 619,3 EUR), en hausse de 6,6 % par rapport au T3 2023. Selon l'office, le pouvoir d'achat des salariés tchèques est au même niveau que celui constaté en 2018.

Les trois secteurs de l'économie ont vu le nombre de leurs salariés augmenter au troisième trimestre : les effectifs du secteur primaire ont cru de 7,1 k avec 147,2 k salariés, l'industrie et la construction ont vu leurs effectifs croître de 36,8 k pour atteindre 1 838,4 k personnes, quand 73,5 k personnes ont été recrutées dans le secteur tertiaire qui totalise 3 211,7 k salariés.

Le nombre de personnes sans emploi a également connu une légère hausse (+2,7 k) pour atteindre 138,4 k, soit 2,7 % de la population active.

## Conseil économique national : remise du rapport sur l'entrée de la Tchéquie dans le mécanisme de change européen en vue de l'adoption de l'euro.

Le 27 novembre, le Conseil économique national (NERV) a publié son rapport concernant les avantages et risques associés à l'entrée de la Tchéquie dans le mécanisme de change européen (MCE II). La principale recommandation du Conseil est de limiter la durée au sein du MCE II en adoptant le plus rapidement possible l'euro comme monnaie. La raison sous-jacente est la difficulté pour la Banque nationale tchèque (CEB) d'assurer la stabilité des taux de change et de l'inflation avec pour seul outil son taux directeur. Le NERV recommande également d'assurer un consensus politique, économique et social quant à l'adoption de l'euro tout en préconisant d'initier le processus dès le début d'une nouvelle mandature. La Tchéquie devrait remplir les critères de Maastricht en 2024 : stabilité des prix, des taux d'intérêt, du taux de change, avec une dette inférieure à 60 % du PIB et un déficit public inférieur à 3 %.

## Slovaquie

### Adoption par le Parlement de la loi de finances 2025

Le 3 décembre, le parlement slovaque a approuvé le budget de l'Etat pour 2025. Ce budget prévoit un déficit de 4,7 % du PIB en 2025, soit 6,6 Mds EUR, contre un déficit estimé à 5,8 % pour l'année en cours. Les recettes prévues au titre du budget général des administrations publiques devraient s'élever à 59,9 Mds EUR (+12 % par rapport à la LF 2024) soit 42,82 % du PIB et les dépenses à 66,5 Mds EUR (+8,5 % par rapport à la LF 2024) soit 47,54 % du PIB.

L'une des mesures du plan de consolidation la plus significative est l'augmentation du taux de la TVA de 20 à 23 %, ce qui devrait rapporter plus de 700 M EUR au Trésor public. D'autres augmentations de taxes sont prévues, notamment l'introduction d'une taxe sur les transactions financières des entreprises (recettes : 517 M EUR) et l'augmentation du taux de l'impôt sur les sociétés à 24 % (+ 3 pts) pour les entreprises dont le revenu imposable est supérieur à 5 M EUR (recettes : 489 M EUR).

### Forte importance des entreprises étrangères dans l'économie nationale

Selon les données d'Eurostat, en 2022, le nombre des entreprises étrangères représente 1,5 % du total des entreprises en Slovaquie (contre 1 % en moyenne dans l'UE), mais elles ont contribué pour 28 % à l'emploi (3<sup>ème</sup> position dans l'UE après le Luxembourg et la Pologne) et 52 % à la valeur ajoutée nationale (3<sup>ème</sup> position après l'Irlande et le Luxembourg). Parmi les entreprises étrangères actives dans le pays, 81 % sont européennes, avec une majorité tchèque (861, soit approximativement un tiers des entreprises européennes), mais ce sont les entreprises allemandes qui génèrent la plus forte valeur ajoutée (35 % de la part européenne) et le plus d'emplois (39 %).

## Ralentissement de l'économie slovaque au T3 2024

L'économie slovaque ralentit, avec une croissance de 1,2 % en g.a. au T3 2024, après une progression de 2 % au T2 et de 3,3 % au T1. Il s'agit d'un ralentissement généralisé, côté demande et offre. En effet, la consommation des ménages est tombée à 1,5 % contre 2,5 % au T2 et 3,6 % au T1, et la consommation publique à 0,9 % après avoir atteint 5,6 % au T2 et 6,9 % au T1. Par ailleurs, les investissements se sont contractés (-8 %) au T3 après des taux à 4 % au S1. Sur le front extérieur, les exportations de biens et services se sont contractées de -0,2 %, contrastant avec une expansion de 3,6 % au T2. Les importations se sont également détériorées (-0,3 % au T3 contre 7,0 % au T2).

Côté offre, la valeur ajoutée a connu une augmentation de 1,5 % au T3, après 2,3 % au T1 et 2,1 % au T2. Le premier secteur économique, l'industrie (30,7 % de la valeur ajoutée totale), demeure le principal moteur de la croissance avec une hausse de 3,5 %. La production automobile reste positive (+4,5 %) tout comme celle de l'industrie métallurgique (+7,2 %), du papier (+6,3 %), des appareils électriques (+12 %). Mais les productions de textile (-3,6 %) et de machines et appareils (-2,5 %) ont connu un recul.

## Solidité du marché du travail au T3 2024

Au T3, le salaire mensuel brut s'est établi à 1 484 EUR, une hausse 5,8 % en g.a. (soit 3 % pour les salaires réels). Les salaires les plus élevés sont payés dans les activités financières et d'assurance (2 412 EUR) et dans les TIC (2 403 EUR) tandis qu'ils sont les plus bas dans les services d'hébergement et de restauration (922 EUR). Ce n'est que dans la région de la capitale que les salaires ont dépassé la moyenne nationale, pour s'établir à 1 784 EUR (+5,3 %). Les salaires restent les moins élevés dans les régions de Presov (1 172 EUR, +7,2 %) et de Nitra (1 240 EUR, 2,5 %). Quant au chômage, le nombre de chômeurs au T3 n'était que de 148 100, soit une baisse de 9 % en g.a. Le taux de chômage baisse ainsi pour la 3<sup>ème</sup> année consécutive, en s'établissant à 5,4 % (en contraction 0,5 point en g.a.), soit sa 2<sup>ème</sup> valeur historique.

# Estonie

## 303 M EUR de déficit commercial au T3 2024, soit 3 % du PIB

Les exportations de biens (1,7 Mds EUR) de l'Estonie ont augmenté de 12 % et les importations (2 Mds EUR) de 10 % par rapport à novembre 2023, portant le déficit commercial à 303 M EUR au T3 2024.

Les principaux produits exportés ont été les équipements électriques (16 % des exportations totales du pays), les produits agricoles et les préparations alimentaires (14 %) et le bois (11 %). Par rapport à novembre 2023, les plus fortes hausses ont été enregistrées dans mêmes secteurs : les produits agricoles et préparations alimentaires (en hausse de 52 M EUR), les équipements électriques (en hausse de 45 M EUR) et le bois (en hausse de 44 M EUR). À contrario, la plus forte baisse a été enregistrée dans les exportations de métaux, avec un recul des ventes de 8 M EUR. Les principales destinations d'exportation des produits estoniens sont, dans l'ordre : la Finlande, la Lettonie, la Suède et la Lituanie. Mais la plus grande progression des ventes concerne un autre pays : les États-Unis, avec une hausse de 45 M EUR sur 2024, soit un peu plus du double de l'année précédente.

## Des signes de reprise, malgré une récession persistante

Selon l'Office de Statistiques d'Estonie, le PIB a baissé de 0,7 % sur un an au T3 2024 mais il est resté le même qu'au trimestre précédent. L'économie, en récession depuis dix trimestres consécutifs, montre cependant des signes d'amélioration, portée par la reprise de la demande extérieure, en particulier régionale. S'appuyant sur l'amélioration des situations économiques dans les pays nordiques et la croissance en Lituanie et en Pologne, la demande s'est suffisamment redressée au T3 pour que les exportations de biens estoniens reprennent. Les exportations totales ont augmenté de 2,8 % en g.a., notamment grâce à l'augmentation des exportations de services (+7,6 %).

Malgré ces bonnes perspectives à l'export, la situation reste difficile dans plusieurs secteurs : le domaine de la construction, en particulier, a affiché une diminution de la production de -1,20 % au T3 2024, avec un volume en baisse (-5 % en g.a.); et la croissance du secteur manufacturier a reculé de -0,77 %, avec un impact des ventes à l'exportation (-5 %).

## Augmentation de l'indice des prix à la consommation de 3,7 % par rapport à 2023

L'indice des prix à la consommation (IPC) a augmenté de 3,7% en novembre, par rapport au même mois l'année dernière, selon l'Office de Statistiques d'Estonie (ministère des Finances).

L'indice a été principalement tiré vers le haut par l'augmentation du prix des produits alimentaires et des services de télécommunication. Par exemple, les boissons non alcoolisées ont augmenté de 19,6%, les fruits de 13%, le chocolat de 21,8% et le café de 16,6%. En revanche, l'essence était 7,1% moins chère et le diesel 8,8% moins cher qu'en novembre 2023, reflétant une baisse des prix sur le marché mondial.

A contrario, l'IPC en novembre a diminué de 0,4% par rapport au mois d'octobre. La baisse des coûts des loyers et de l'électricité a contribué à la diminution de l'indice.

## Hausse du salaire brut moyen de 8,1 % sur un an

Le salaire brut mensuel moyen a augmenté de 8,1 % au T3 2024, atteignant 1 959 EUR (+7,2 % au T2). Et le salaire médian s'élevait à 1 620 EUR au T3, contre 1 500 EUR à la même période en 2023. Mais cette augmentation des salaires est inégale à l'échelle du pays, à l'instar du comté de Hiiu (île au nord-ouest du pays) qui a connu la plus grosse augmentation avec 10,7 %. Actuellement, les salaires moyens les plus élevés se trouvent dans le comté de Harju (comprenant Tallinn) avec 2 200 EUR et de Tartu avec 1 962 EUR. À contrario, les salaires les plus bas ont été observés dans les comtés de Võru et de Valga, au sud du pays, avec respectivement 1 452 EUR et 1 477 EUR.

# Lettonie

## Adoption du budget 2025 dans un contexte de ralentissement de l'activité économique

Le budget 2025 a été adopté par la Saeima avec 52 voix pour et 34 contre, le 6 décembre 2024. Les recettes budgétaires consolidées de l'État pour 2025 devraient s'élever à 15,1 Mds EUR, soit 583,2 M EUR de plus que lors de l'exercice précédent. Et les dépenses prévues s'élèvent à 17,1 Mds EUR, en hausse de 876,5M EUR par rapport à 2024. La défense et la sécurité intérieure ont été définies comme priorités dans le budget 2025 et au total 284,3 M EUR supplémentaires vont être accordés à ces domaines. Pour financer ces priorités budgétaires, plusieurs mesures fiscales seront mises en place à partir de l'année prochaine, y compris une « taxe de solidarité » appliquée aux établissements de crédit pour la période 2025-2027. Le déficit public représentera 2,9 % du PIB.

## Inflation en légère hausse depuis plusieurs mois

En novembre 2024, les prix à la consommation ont augmenté de 2,2% en glissement annuel, soit une hausse légèrement plus rapide qu'en septembre (1,4%) et en octobre (2%). Sur une base annuelle, la hausse la plus importante concerne les boissons alcoolisées et le tabac (+7,5%), les produits et les services culturels et récréatifs (+5,9%), les services de santé (+5,6%), ainsi que les produits alimentaires (+4,3%).

## Retour progressif d'une croissance pour les exportations lettones

En octobre 2024, les exportations lettones ont progressé de 10% par rapport à septembre et de 1,3 % en g.a., pour atteindre 1,719 Mds EUR, le montant le plus élevé des 18 derniers mois. Toutefois, seulement deux groupes de produits ont contribué à cette croissance, à savoir les produits minéraux (+37,6 %), principalement grâce à la réexportation des produits pétroliers et du gaz, et les produits de la filière bois (+16,2%). D'autres groupes de produits, également importants pour l'économie lettone, tels que les céréales et les produits chimiques, ont enregistré des baisses significatives (-17 % et -13,4 % respectivement).

# Lituanie

## Baisse des exportations lituaniennes au T3 2024

Au T3 2024, les exportations lituaniennes de marchandises ont connu une baisse de 1,5 % en g.a. Cette diminution est principalement due à une baisse des réexportations, qui n'a pas été compensée par la reprise des exportations de produits non minéraux d'origine lituanienne.

Et les évolutions des réexportations devraient continuer à avoir un effet négatif sur le total des exportations, lesquelles devraient croître au T4 selon la Banque de Lituanie, malgré l'atonie de la demande extérieure. Est anticipé une croissance des exportations de produits non minéraux, de machines et d'équipements à forte valeur ajoutée, ainsi que d'engrais et autres produits chimiques.

Les évolutions annuelles négatives des réexportations sont principalement dues à la baisse des échanges avec les pays de la communauté des États indépendants (CEI), alors que la Lituanie servait de pays de transit, notamment pour les échanges de produits chimiques et plastiques, de véhicules et de machines et équipements.

## **Création d'un compte d'investissement**

Lors de sa dernière réunion, le Conseil du marché des capitaux lituanien a discuté de la mise en œuvre du plan de développement du marché des capitaux et du projet de création du compte d'investissement. Ce dernier, grâce à une fiscalité avantageuse, vise à inciter les lituaniens à placer leur épargne dans des valeurs mobilières sur les marchés de capitaux, et ainsi financer l'économie. Les bénéfices ne seraient taxés qu'à leur retrait du compte d'investissement, favorisant le réinvestissement et limitant les investissements de court durée. Les lituaniens pourront ouvrir un compte d'investissement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025.

## **Standard & Poor's (S&P) salue la stabilité de l'économie du pays**

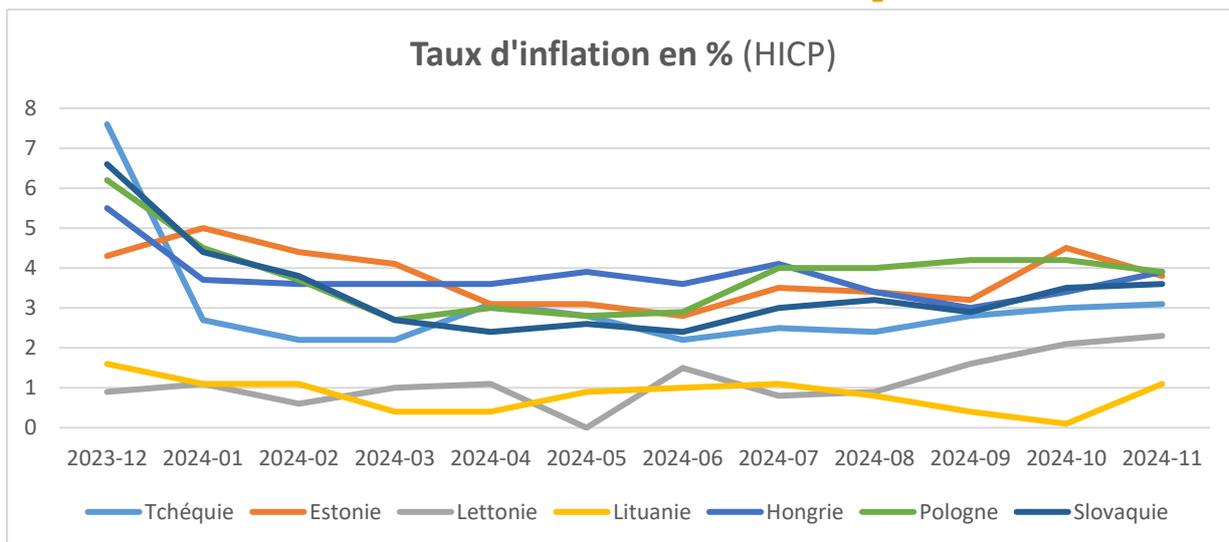
Dans son rapport sur la Lituanie, l'agence relève notamment la résilience de l'industrie lituanienne par rapport aux autres pays baltes, ainsi que la bonne tenue des finances publiques. La note de crédit « A » avec une perspective stable, attribuée en mai, est ainsi maintenue.

Selon S&P, malgré l'incertitude géopolitique, l'économie lituanienne devrait croître de 2,3 % cette année et de 2,9 % en 2025. Le déficit budgétaire moyen sur la période 2024-2027 devrait rester à 2 % du PIB. L'inflation devrait avoisiner 2,5 % pour les trois prochaines années. L'impact de la guerre en Ukraine et des risques géopolitiques persistera, mais les experts estiment que la reprise économique sera renforcée par une demande intérieure et extérieure plus forte.

## **Avis de la Banque de Lituanie sur le projet de budget 2025**

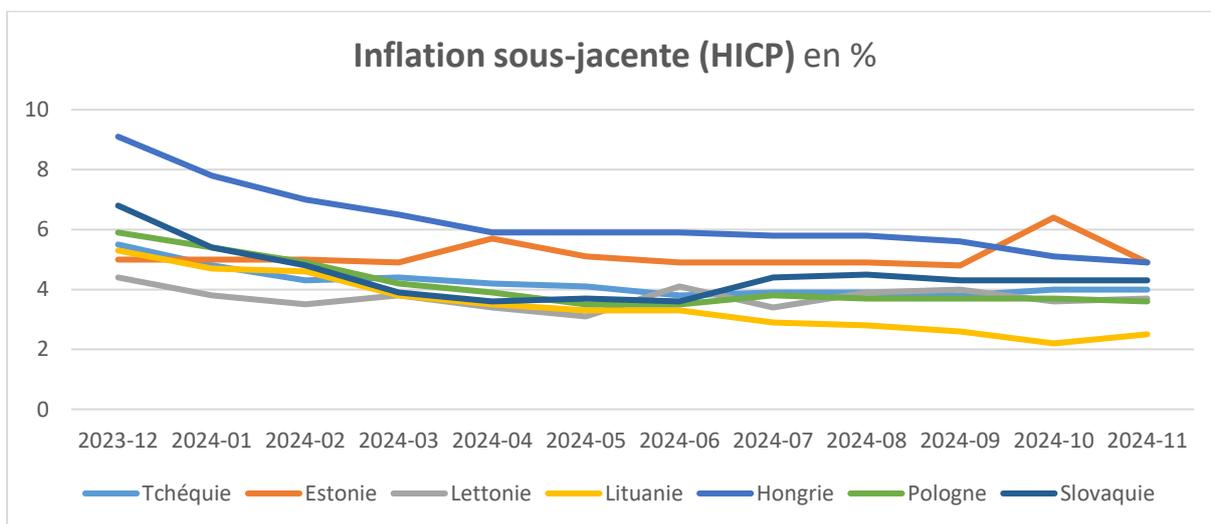
La Banque de Lituanie considère, dans un avis publié et remis au Parlement, que le projet de loi de finances pour 2025 élaboré par le gouvernement sortant, ne présente pas de risque immédiat pour la stabilité financière du pays. Selon la Banque centrale, la dette publique atteindrait près de 49 % du PIB en 2027, soit une hausse de 11,5 pp par rapport à 2023, ce qui pourrait limiter les marges de manœuvre budgétaire du pays. Dans son rapport, la Banque de Lituanie souligne également que les mesures visant à augmenter les revenus de la population, telles que l'augmentation des salaires dans le secteur public et l'indexation des prestations sociales, entraîneraient une hausse de l'inflation, estimée à environ 0,8 pp sur trois ans. Elle alerte finalement sur le risque que les recettes fiscales, notamment la TVA et l'impôt sur le revenu, soient inférieures aux prévisions.

# Indicateurs macroéconomiques



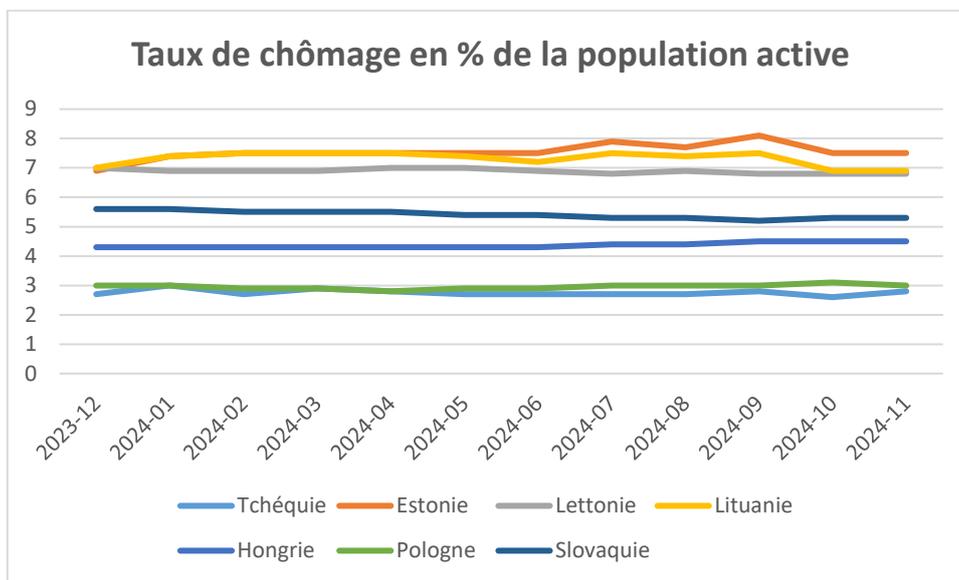
|                  | déc-23 | sept-24 | oct-24 | nov-24 |
|------------------|--------|---------|--------|--------|
| <b>Tchéquie</b>  | 7,6    | 2,8     | 3,0    | 3,1    |
| <b>Estonie</b>   | 4,3    | 3,2     | 4,5    | 3,8    |
| <b>Lettonie</b>  | 0,9    | 1,6     | 2,1    | 2,3    |
| <b>Lituanie</b>  | 1,6    | 0,4     | 0,1    | 1,1    |
| <b>Hongrie</b>   | 5,5    | 3,0     | 3,4    | 3,9    |
| <b>Pologne</b>   | 6,2    | 4,2     | 4,2    | 3,9    |
| <b>Slovaquie</b> | 6,6    | 2,9     | 3,5    | 3,6    |

Sources : Eurostat, SER de Varsovie



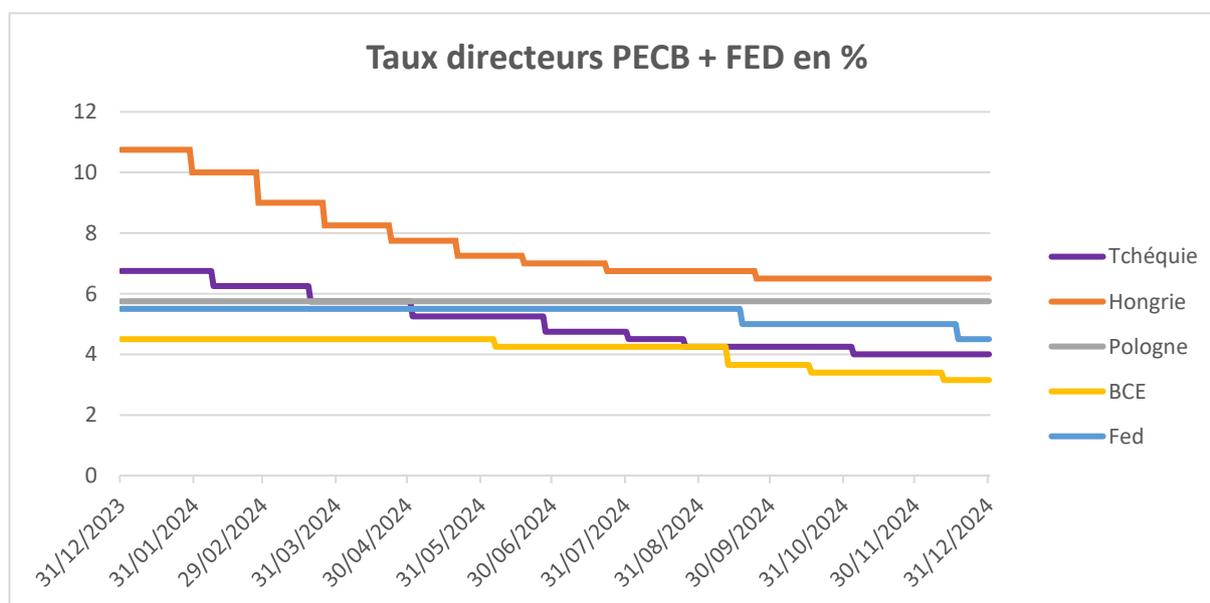
|                  | déc-23 | sept-24 | oct-24 | nov-24 |
|------------------|--------|---------|--------|--------|
| <b>Tchéquie</b>  | 5,5    | 3,8     | 4,0    | 4,0    |
| <b>Estonie</b>   | 5,0    | 4,8     | 6,4    | 4,9    |
| <b>Lettonie</b>  | 4,4    | 4,0     | 3,6    | 3,7    |
| <b>Lituanie</b>  | 5,3    | 2,6     | 2,2    | 2,5    |
| <b>Hongrie</b>   | 9,1    | 5,6     | 5,1    | 4,9    |
| <b>Pologne</b>   | 5,9    | 3,7     | 3,7    | 3,6    |
| <b>Slovaquie</b> | 6,8    | 4,3     | 4,3    | 4,3    |

Sources : Eurostat, SER de Varsovie



|                  | déc-23 | sept-24 | oct-24 | nov-24 |
|------------------|--------|---------|--------|--------|
| <b>Tchéquie</b>  | 2,7    | 2,8     | 2,6    | 2,8    |
| <b>Estonie</b>   | 6,9    | 8,1     | 7,5    | 7,5    |
| <b>Lettonie</b>  | 7,0    | 6,8     | 6,8    | 6,8    |
| <b>Lituanie</b>  | 7,0    | 7,5     | 6,9    | 6,9    |
| <b>Hongrie</b>   | 4,3    | 4,5     | 4,5    | 4,5    |
| <b>Pologne</b>   | 3,0    | 3,0     | 3,1    | 3,0    |
| <b>Slovaquie</b> | 5,6    | 5,2     | 5,3    | 5,3    |

Sources : Eurostat, SER de Varsovie

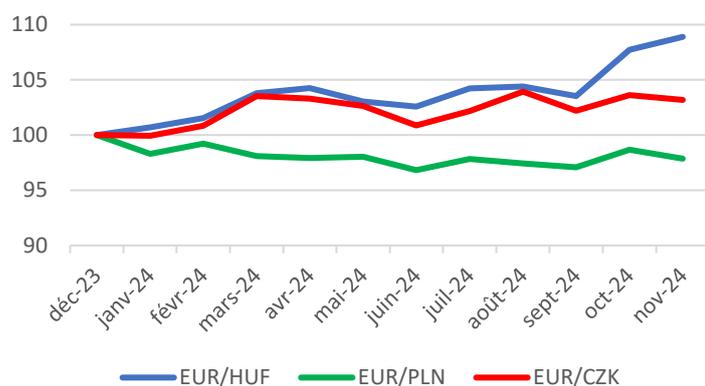


|                 | déc-23 | sept-24 | oct-24 | nov-24 |
|-----------------|--------|---------|--------|--------|
| <b>Tchéquie</b> | 6,75   | 4,25    | 4,25   | 4      |
| <b>Hongrie</b>  | 10,75  | 6,5     | 6,5    | 6,5    |
| <b>Pologne</b>  | 5,75   | 5,75    | 5,75   | 5,75   |
| <b>BCE</b>      | 4,5    | 3,65    | 3,4    | 3,4    |
| <b>FED</b>      | 5,5    | 5       | 5      | 5      |

Sources : Banque centrales nationales, BCE, SER de Varsovie

## Evolution de l'EURO versus les devises de la zone

décembre 2023 = 100



|                | Clôture au 30/10/2024 | Variation mensuelle (%) | Variation depuis fin 2023 (%) |
|----------------|-----------------------|-------------------------|-------------------------------|
| EUR/PLN*       | 4,28                  | -0,81                   | -1,48                         |
| EUR/HUF*       | 412,90                | 0,02                    | 3,00                          |
| EUR/CZK*       | 25,18                 | -0,37                   | 4,40                          |
| EUR/USD*       | 1,03                  | -2,10                   | -3,23                         |
| WIG20          | 2227                  | 1,67                    | 24,28                         |
| BUX            | 79327                 | 1,22                    | 81,14                         |
| PX             | 1760                  | 4,22                    | 46,47                         |
| Euro Stoxx 50  | 4909                  | 3,27                    | 29,41                         |
| Spread PL-10** | 347                   | 1,14                    | -19                           |
| Spread HU-10** | 433                   | -0,60                   | -34                           |
| Spread CZ-10** | 176                   | -1,07                   | -28                           |

\* Un signe négatif signifie une appréciation de la devise par rapport à l'euro.

\*\* en pb

Source : Calculs DG Trésor (SER de Varsovie)

|   | Pologne       | Hongrie       | Tchéquie  | Slovaquie | Estonie  | Lettonie  | Lituanie |
|---|---------------|---------------|-----------|-----------|----------|-----------|----------|
| PIB nominal (M EUR)                       |               |               |           |           |          |           |          |
| 2022                                      | 656 152,6     | 168 549,6     | 276 265,7 | 109 762,0 | 36 011,1 | 38 386,2  | 67 436,5 |
| 2023                                      | 750 800,7     | 196 391,4 (p) | 305 966,5 | 122 812,8 | 37 682,4 | 40 348,0  | 71 986,2 |
| Taux de croissance du PIB réel (% , g.a.) |               |               |           |           |          |           |          |
| 2022                                      | 5,6           | 4,6           | 2,4       | 1,9       | -0,5     | 3,0       | 2,4      |
| 2023                                      | 0,2           | -0,9 (p)      | -0,3      | 1,6       | -3,0     | -0,3      | -0,3     |
| Populations (milliers)                    |               |               |           |           |          |           |          |
| 2022                                      | 36 889,76 (p) | 9 689,01      | 10 516,71 | 5 434,71  | 1 331,80 | 1 875,76  | 2 805,10 |
| 2023                                      | 36 753,74 (p) | 9 599,74 (p)  | 10 827,53 | 5 428,79  | 1 365,88 | 1 883 ,01 | 2 857,28 |
| Solde public (% PIB)                      |               |               |           |           |          |           |          |
| 2022                                      | -3,4          | -6,2          | -3,2      | -1,7      | -1,0     | -4,6      | -0,6     |
| 2023                                      | -5,1          | -6,7          | -3,7      | -4,9      | -3,4     | -2,2      | -0,8     |
| Dettes publiques brutes (% PIB)           |               |               |           |           |          |           |          |
| 2022                                      | 49,2          | 74,1          | 44,2      | 57,7      | 18,5     | 41,8      | 38,1     |
| 2023                                      | 49,6          | 73,5          | 44,0      | 56,0      | 19,6     | 43,6      | 38,3     |
| Solde du compte courant (% PIB)           |               |               |           |           |          |           |          |
| 2022                                      | -2,4          | -8,4          | -4,9      | -7,3      | -3,2     | -4,8      | -5,5     |
| 2023                                      | 1,6           | 0,3           | 0,4       | -1,6      | -2,1     | -4,0      | 1,9      |

Source : Eurostat,

(p) : données provisoires ; (r) : rupture dans la série chronologique

## Dossier du mois :

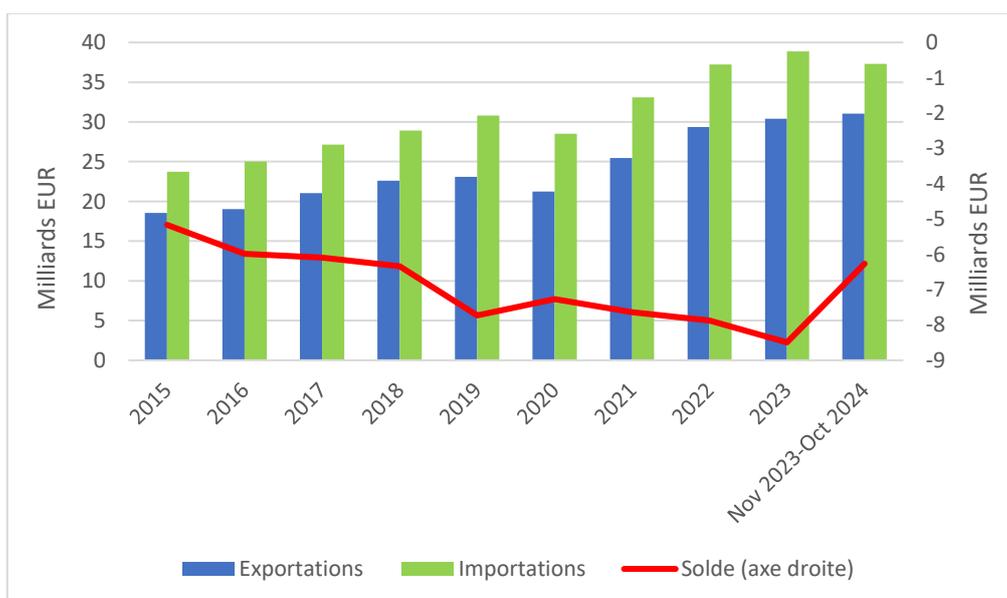
# L'Europe centrale et balte : 7<sup>ème</sup> partenaire commercial de la France

Les pays d'Europe centrale et balte (Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Tchéquie et Slovaquie) jouent un rôle majeur, mais parfois méconnu, pour le commerce extérieur de biens de la France. Ensemble, ils représentent 5,3% de nos exportations et 5,4% de nos importations, ce qui les placent virtuellement comme notre 7<sup>ème</sup> client et 7<sup>ème</sup> fournisseur. Le volume de nos échanges avec ces pays a considérablement augmenté depuis leur adhésion à l'UE il y a 20 ans, en parallèle d'une progression presque continue de nos exportations comme de nos importations. Ces échanges sont néanmoins défavorables à la France avec une balance commerciale structurellement déficitaire, mais qui devrait s'améliorer en 2024. Sans surprise, nos échanges témoignent de l'intégration de nos industries et de la prépondérance du secteur automobile.

### 1. La France enregistre un déficit structurel de sa balance commerciale avec les pays d'Europe centrale et balte

Le commerce de biens entre la France et les pays de la région « Europe centrale et balte » (Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Tchéquie, Slovaquie) est en hausse quasi-constante depuis l'adhésion de ces pays à l'UE dont on a célébré le 20<sup>ème</sup> anniversaire en 2024. **Le volume de ces échanges a augmenté de moitié au cours de la décennie écoulée** passant de 42 Mds EUR en 2015 à 69 Mds en 2023. Cette dynamique s'appuie sur une croissance presque continue de nos exportations comme de nos importations.

#### Evolution du solde commercial de la France avec les pays d'Europe centrale et balte

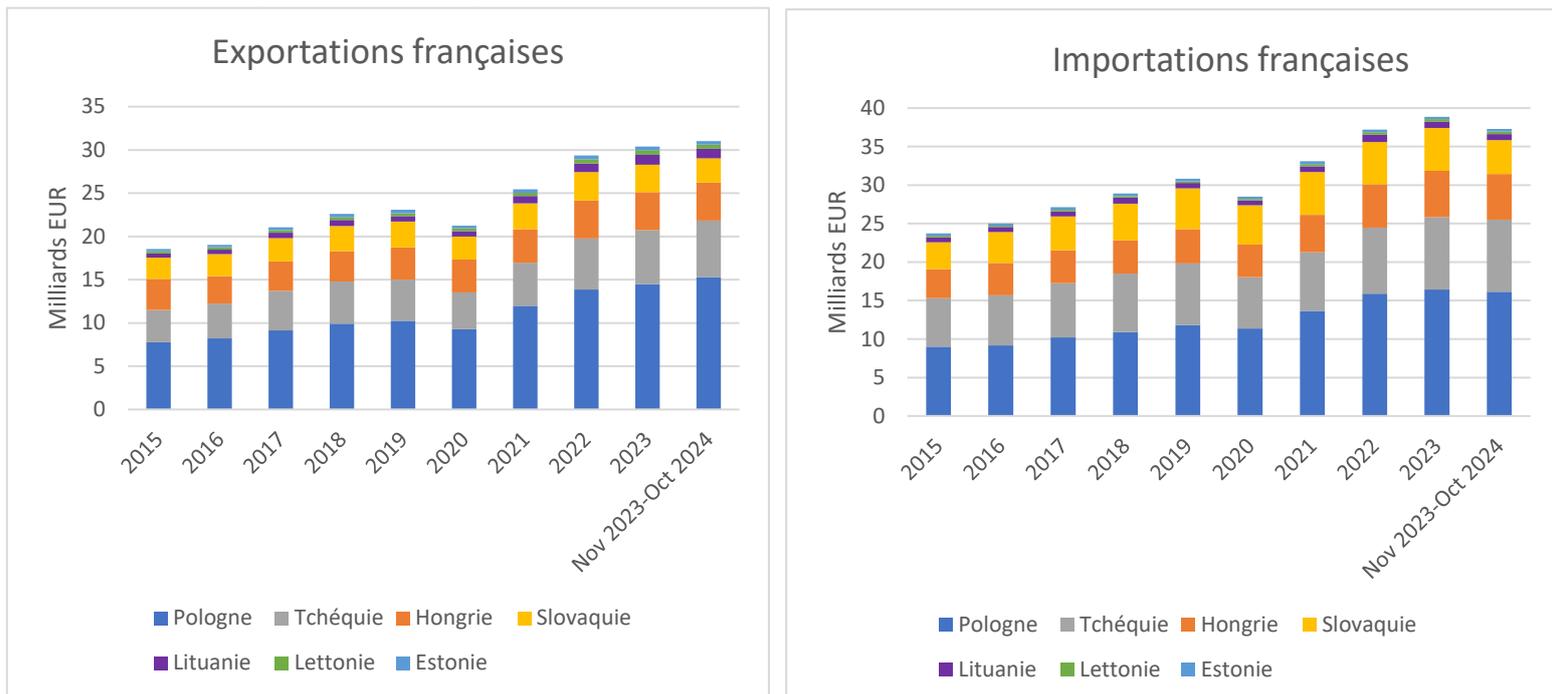


Source : DGDDI, SER de Varsovie

Sans surprise, **les pays du groupe de Visegrad** (Hongrie, Pologne, Tchéquie, Slovaquie) **dominent ces échanges**. Ils représentent 95% de nos échanges avec la zone ECB contre seulement 5% pour les pays baltes. Première économie de la région, la Pologne assure 46% de

commerce de la France avec la région ECB. Deuxième économie, la Tchèque assure 23% du volume échangé. A l'opposé, l'Estonie et la Lettonie, économies les plus modestes de la région, ne comptent que pour 1% de nos échanges avec les pays ECB.

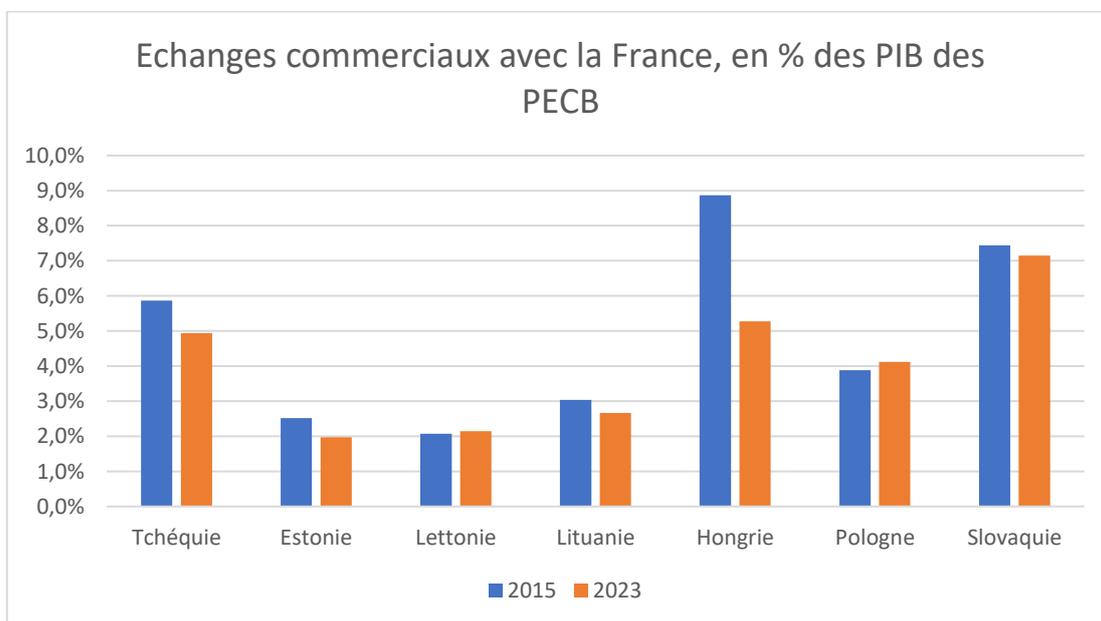
### Exportations et importations françaises par pays de la zone Europe centrale et balte



Source : DGDDI, SER de Varsovie

Entre 2015 et 2023, les échanges commerciaux entre la France et les pays d'Europe centrale et balte ont généralement diminué en proportion du PIB de ces pays. Cette tendance traduit une croissance économique plus rapide que celle des échanges bilatéraux. La Pologne se distingue par une légère augmentation de ses échanges avec la France en proportion de son PIB (de 3,9% à 4,1%). Les pays baltes, quant à eux, restent peu intégrés commercialement avec la France (entre 2,0% et 2,7% des PIB en 2023). Les échanges avec la Hongrie ont stagné en valeur (10,0 Mds EUR en 2015 contre 10,4 Mds EUR en 2023), ce qui s'illustre par une forte baisse de la part des échanges avec la France dans le PIB en 2023 (5,3% contre 8,9% en 2015).

### Echanges commerciaux avec la France en % des PIB des pays ECB en 2015 et 2023



Source : DGDDI, Eurostat, SER de Varsovie

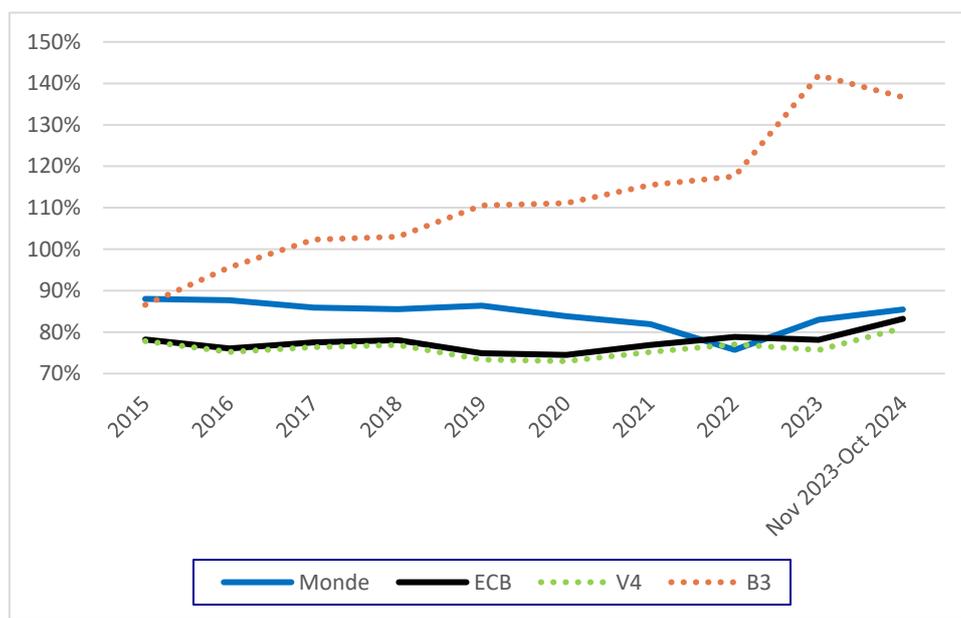
**Le taux de couverture est structurellement défavorable à la France** (en moyenne sur la décennie écoulée, nos exportations vers les pays ECB ne représentent que 78% de nos importations depuis ces mêmes pays). Partant, la France enregistre un **déficit structurel de sa balance commerciale avec les pays ECB** qui s'est dégradée au cours de la décennie jusqu'à atteindre à point bas à **-8,5 Mds EUR en 2023**. Nos exportations vers les pays ECB s'élevaient alors à 30,4 Mds EUR contre 38,9 Mds EUR d'importations.

**Ce résultat reflète principalement le lourd déficit commercial de la France vis-à-vis des pays de Visegrad qui a presque doublé en 10 ans** passant de -5 Mds EUR en 2015 à -9,1 Mds EUR en 2023 du fait d'un taux de couverture en moyenne de 76%. En 2023, nos exportations vers les pays de Visegrad s'élevaient à 28,3 Mds EUR contre 37,4 Mds EUR d'importations.

**A l'inverse, la France connaît un léger excédent commercial avec les pays baltes assuré par un taux de couverture positif** (112% en moyenne sur la décennie). Notre solde commercial avec les pays baltes s'est amélioré au cours de la décennie passant de -155 M EUR en 2015 à un record de +600 M EUR en 2023. Cette même année, nos exportations vers les pays baltes s'élevaient à 2,1 Mds EUR contre 1,5 Mds EUR d'importations (soit un taux de couverture de 142%).

Le déficit commercial de la France avec les pays d'Europe centrale et balte s'inscrit dans le cadre du déséquilibre structurel du commerce extérieur de la France, qui est marqué par un taux de couverture global défavorable (84% en moyenne depuis 2015).

### **Taux de couverture de la France (exports / imports)**

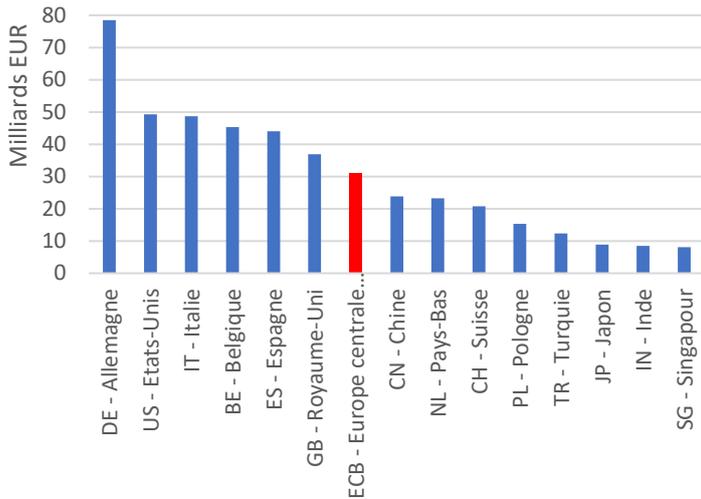


Source : DGDDI, SER de Varsovie

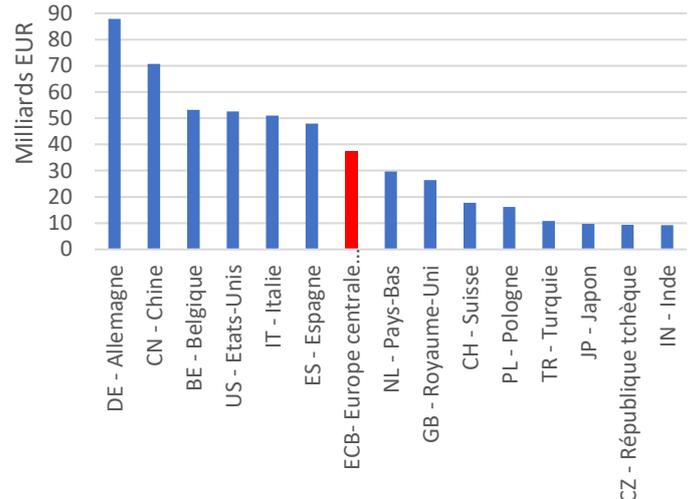
Forts de ces volumes d'échanges, **les pays d'Europe centrale et balte constituent virtuellement notre 7<sup>ème</sup> client** (31 Mds EUR d'export sur les 12 derniers mois soit 5,3% de nos exportations) devant la Chine (23,8 Mds EUR, 4%) et derrière le Royaume-Uni (36,9 Mds EUR, 6,2%). **En agrégé les pays d'ECB constituent aussi notre 7<sup>ème</sup> fournisseur** (37,3 Mds EUR d'import soit 5,4% de nos importations) devant les Pays-Bas (29,7 Mds, 4,3%) et derrière l'Espagne (48 Mds, 6,9%).

## Principaux partenaires commerciaux de la France (novembre 2023-octobre 2024)

### Principaux clients de la France



### Principaux fournisseurs de la France



Source : DGDDI, SER de Varsovie

Selon les données Eurostat, **la valeur des importations françaises de services depuis les pays d'Europe centrale et balte a plus que doublé en 10 ans** passant de 3,2 Mds EUR en 2013 à 6,9 Mds EUR en 2022. La Pologne (3,2 Mds EUR de services importés soit 46% des services importés d'ECB en 2022) et la Lituanie (1,4 Md EUR, 20% du total ECB) sont nos deux principaux pourvoyeurs de services, notamment de **transport/logistique**.

**La valeur de nos exportations de services a également augmenté de façon considérable** puisqu'elle est passée de 3,1 Mds EUR en 2013 à 5,4 Mds EUR en 2022. La Pologne (2,6 Mds EUR) concentre 49% de nos exportations de services dans la région en 2022, suivie par la Tchéquie (961 M, 18%) et la Hongrie (806 M EUR, 15%). Nos exportations de services portent notamment sur les services légaux/affaires publiques ainsi que les **redevances** et droits reversés par les entreprises locales aux sociétés françaises.

**La France enregistre un déficit structurel de sa balance de services avec l'ECB qui s'élève à -1,6 Md EUR en 2022.** Suivant l'augmentation des flux de services, notre déficit de services a été multiplié par 10 au cours de la décennie (-100 M EUR en 2013). Nos principaux déficits bilatéraux concernent la Lituanie (-1 Md EUR en 2022) et la Pologne (-543 M EUR) tandis que nous enregistrons des excédents avec la Hongrie (93 M EUR) et la Slovaquie (27 M EUR).

## 2. La structure de nos échanges révèle l'intégration de nos chaînes de valeur en particulier dans l'automobile

**L'analyse de nos échanges de biens révèle l'intégration de nos industries et la prépondérance de l'automobile.** Sur la période novembre 2023-octobre 2024, la France a exporté plus de 31 Mds EUR de biens vers les pays d'ECB. Les véhicules automobiles, carrosseries, remorques et semi-remorques sont la première catégorie de biens exportées par la France dans la région (11% du total exporté). Associées aux équipements automobiles (6%), **le secteur automobile compte donc pour près d'un cinquième de nos exportations régionales.** Les **produits pharmaceutiques** sont la deuxième catégorie de biens la plus exportée par la France vers l'ECB (8%) suivis en troisième position par les **machines et équipements électriques** (7%). Les différents produits de la **chimie** constituent un autre point fort des exportations françaises : les fibres artificielles et synthétiques représentent 5% de nos exportations ; les engrais – 5% ; les cosmétiques – 4%.

## Principaux produits exportés par la France vers l'Europe centrale et balte

| Exportations françaises agrégées vers ECB (Nov. 2023-Oct.2024)                 | EUR            | part (%) |
|--|----------------|----------|
| Catégories de produits en nomenclature agragée                                 | 31 037 154 051 |          |
| Véhicules automobiles ; carrosseries automobiles ; remorques et semi-remorques | 3 360 636 602  | 10,8%    |
| Produits pharmaceutiques de base et préparations pharmaceutiques               | 2 441 255 131  | 7,9%     |
| Machines et équipements d'usage général  | 2 114 316 015  | 6,8%     |
| Autres équipements électriques   | 2 086 944 715  | 6,7%     |
| Equipements automobiles  | 1 802 814 521  | 5,8%     |
| Autres produits chimiques, fibres artificielles ou synthétiques                | 1 578 779 707  | 5,1%     |
| Produits chimiques, engrais, plastiques et caoutchouc synthétique              | 1 464 974 711  | 4,7%     |
| Savons, produits d'entretien et parfums  | 1 169 769 362  | 3,8%     |
| Produits en plastique  | 1 045 832 331  | 3,4%     |
| Produits sidérurgiques et de première transformation de l'acier                | 1 001 600 427  | 3,2%     |
| Coutellerie, outillage, quincaillerie et autres ouvrages en métaux             | 903 002 804    | 2,9%     |
| Articles d'habillement   | 901 404 363    | 2,9%     |
| Autres produits alimentaires   | 698 953 897    | 2,3%     |
| Métaux précieux et autres métaux non ferreux communs                           | 697 481 528    | 2,2%     |
| Ordinateurs et équipements périphériques                                       | 653 472 205    | 2,1%     |
| Produits de l'agriculture et de la chasse                                      | 652 282 711    | 2,1%     |
| Instruments de mesure, d'essai et de navigation ; horlogerie                   | 529 900 429    | 1,7%     |
| Cuir et articles en cuir   | 514 021 633    | 1,7%     |
| Articles de sport, jeux et jouets, autres produits manufacturés n.c.a.         | 493 528 396    | 1,6%     |
| Boissons   | 492 745 945    | 1,6%     |
| Autres   | 6 433 436 618  | 20,7%    |

*Source : DGDDI, SER de Varsovie*

Sur la même période, les importations françaises depuis les pays d'Europe centrale et balte se sont élevées à 37,3 Mds EUR. Ces flux reposent largement sur **le secteur automobile qui représente plus d'un quart (28%) de nos importations depuis la région**. Les véhicules automobiles sont largement en tête (19%) de nos importations depuis les pays d'Europe centrale. Ces véhicules sont importés à 41% de Tchéquie et à 28% de Slovaquie, les deux principaux producteurs de véhicules finis de la région. A cela s'ajoutent les équipements automobiles (8%) produits par les sous-traitants. Ces équipements proviennent principalement de Pologne (41%) et de Tchéquie (32%).

**Les équipements électriques**, notamment les batteries pour véhicules électriques représentent le deuxième type de produit le plus importé (9%) par la France depuis la région ECB. Ces équipements proviennent majoritairement de Pologne (54%), principal producteur européen de batteries électriques, ainsi que de Tchéquie (18%) et de Hongrie (17%). Les pays d'ECB fournissent également un nombre important de **machines-outils** (7%). Les importations de **viande et de produits carnés** (3% de nos importations régionales), proviennent presque exclusivement de Pologne (89%), leader européen de la production de poulet. Nos importations **d'ordinateurs** (3%) et de **meubles** (3%) d'ECB révèlent l'importance méconnue des pays d'Europe centrale et balte dans la production de ces biens. Nos importations régionales d'IT sont assurées par la Pologne (46%), la Tchéquie (30%) et la Hongrie (23%). Dans le cas du meuble, la Pologne (67%) et la Lituanie (14%), deux pays aux ressources sylvicoles majeures, assurent nos approvisionnements.

## Principaux produits importés par la France depuis l'Europe centrale et balte

| Importations françaises agrégées depuis ECB (Nov.2023-Oct.2024)                | EUR            | part (%) |
|--|----------------|----------|
| Catégories de produits en nomenclature agrégée                                 | 37 300 426 843 |          |
| Véhicules automobiles ; carrosseries automobiles ; remorques et semi-remorques | 7 264 021 430  | 19,5%    |
| Autres équipements électriques   | 3 473 740 965  | 9,3%     |
| Equipements automobiles  | 3 121 842 704  | 8,4%     |
| Machines et équipements d'usage général  | 2 556 775 945  | 6,9%     |
| Viande et produits à base de viande  | 1 204 532 416  | 3,2%     |
| Ordinateurs et équipements périphériques                                       | 1 170 288 624  | 3,1%     |
| Meubles  | 1 103 991 729  | 3,0%     |
| Produits en plastique  | 1 093 712 231  | 2,9%     |
| Produits en caoutchouc   | 1 049 090 587  | 2,8%     |
| Produits pharmaceutiques de base et préparations pharmaceutiques               | 1 012 449 881  | 2,7%     |
| Coutellerie, outillage, quincaillerie et autres ouvrages en métaux             | 849 892 217    | 2,3%     |
| Autres produits alimentaires   | 732 457 693    | 2,0%     |
| Produits chimiques, engrais, plastiques et caoutchouc synthétique              | 689 579 211    | 1,8%     |
| Bois, articles en bois et en liège ; vannerie et sparterie                     | 652 990 719    | 1,8%     |
| Produits électroniques grand public  | 629 400 113    | 1,7%     |
| Instruments de mesure, d'essai et de navigation ; horlogerie                   | 626 092 901    | 1,7%     |
| Appareils ménagers   | 518 439 633    | 1,4%     |
| Instruments et fournitures à usage médical et dentaire                         | 502 135 152    | 1,3%     |
| Articles de sport, jeux et jouets, autres produits manufacturés n.c.a.         | 484 532 486    | 1,3%     |
| Savons, produits d'entretien et parfums  | 482 889 170    | 1,3%     |
| Autres   | 8 081 571 036  | 21,7%    |

*Source : DGDDI, SER de Varsovie*

**En dépit d'une empreinte industrielle plus modeste dans les pays baltes, la structure de nos exportations avec ces 3 pays demeure assez proche de la structure régionale globale.** Sur les 12 mois étudiés, la France a exporté 2 Mds EUR de biens vers ces 3 pays. Les principaux types de biens exportés sont les véhicules automobiles (18% de nos exportations vers la sous-région), les boissons (12%), les produits pharmaceutiques (9%), les machines-outils (7%) ainsi que les appareils électriques (6%).

**La structure de nos importations (1,5 Md EUR) confirme néanmoins la spécificité des pays baltes.** Nos importations reposent notamment sur les articles en bois (13% de nos importations depuis la sous-région, réparties de façon équitable entre les 3 pays), les meubles (12%, importés à 88% de Lituanie), les véhicules automobiles (8%, à 50% de Lituanie), les produits chimiques et engrais (5%, à 86% de Lituanie).

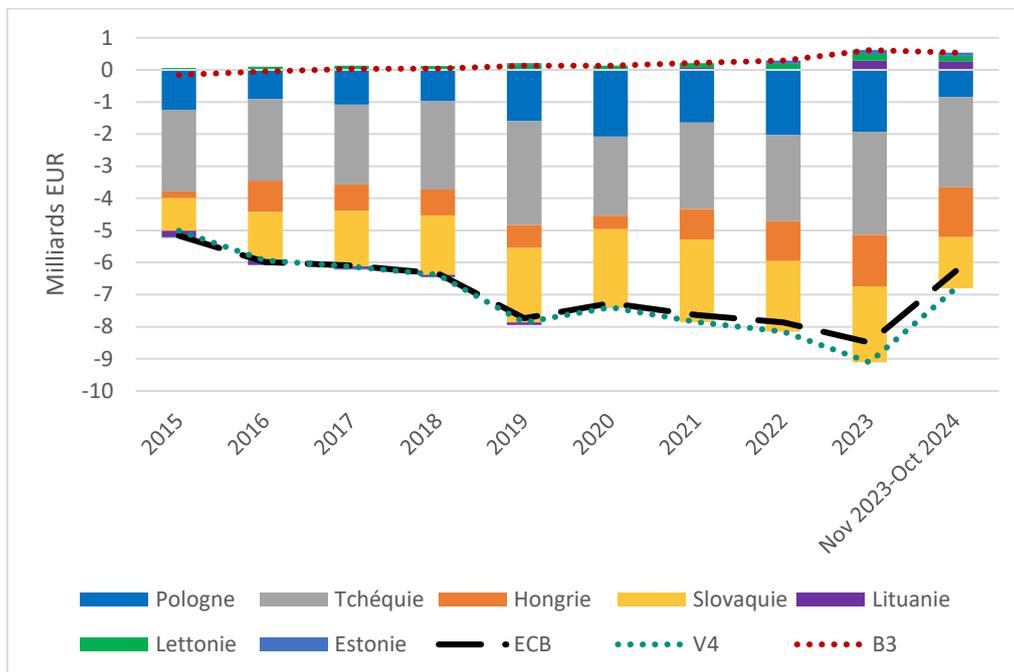
### **3. L'année 2024 devrait marquer une forte amélioration de notre solde commercial avec les pays d'Europe centrale et balte**

A rebours de la tendance observée sur la décennie écoulée, le solde commercial de la France à l'égard des pays d'Europe centrale et balte devrait s'améliorer en 2024 du fait d'une **progression de nos exportations** (principalement à destination des pays de Visegrad) **cumulée à une contraction notable de nos importations** (notamment depuis la Slovaquie).

**Nos exportations sur les 10 premiers mois de l'année 2024 progressent de 2,5% en glissement annuel (g.a.),** et atteignent 26,1 Mds EUR contre 25,4 Mds en 2023. Cela tient à la hausse de nos exportations vers les pays de Visegrad qui contribue de 2,9 points de pourcentage (pp) à cette croissance tandis que les exportations vers les pays baltes contribuent négativement (-0,3 pp) du fait de la baisse de nos exportations (-4,8% en g.a.) vers ces trois pays.

**Nos importations depuis les pays ECB régressent de -4,8% en g.a. sur les 10 premiers mois, passant de 32,8 Mds EUR à 31,2 Mds EUR. Ce mouvement tient surtout à la réduction de nos importations depuis les pays de Visegrad (-4,8 pp) et de façon marginale à la baisse de nos importations depuis les pays baltes (-0,02pp).**

### Solde commercial de la France avec les pays d'Europe centrale et balte



Source : DGDDI, SER de Varsovie

**Les produits qui ont le plus contribué à la croissance (2,5% en g.a.) de nos exportations agrégées vers la zone ECB en 2024** sont les ordinateurs et leurs équipements périphériques (0,69 pp), les produits pharmaceutiques (0,63 pp), les produits alimentaires (0,59 pp) ainsi que les véhicules automobiles (0,56 pp). **Les pays de la région vers lesquels nos exportations ont le plus progressé sont la Pologne (7% en g.a. soit +3,3 pp) et la Tchéquie (5,2% soit 1,1 pp)** tandis que nos exportations vers la Slovaquie ont subi une baisse importante (-14,3% soit -1,5 pp).

Ainsi, les produits par pays-client qui ont le plus contribué à la croissance de nos exportations dans la zone ECB sont : les véhicules automobiles vers la Tchéquie (0,54 pp), les ordinateurs et leurs équipements vers la Tchéquie (0,48 pp), les produits alimentaires vers la Pologne (0,47 pp), les vêtements vers la Pologne (0,45 pp) ainsi que les produits pharmaceutiques vers la Pologne (0,34 pp) et la Hongrie (0,28 pp). A l'inverse, la baisse de nos exportations vers la Slovaquie d'équipements automobiles (-0,56 pp), d'équipements électriques (-0,39 pp) et de véhicules automobiles (-0,26 pp) sont celles qui ont le plus pesé sur nos performances à l'export en 2024 dans la zone ECB.

**Les produits qui ont le plus contribué à la contraction (-4,8% en g.a.) de nos importations agrégées depuis la zone ECB** sont : les véhicules automobiles (-2,25 pp), les équipements automobiles (-1,14 pp), les machines et équipements d'usage général (-0,57 pp), les produits sidérurgiques (-0,26 pp) ainsi que les meubles (-0,25 pp). La baisse de nos importations depuis la zone ECB est notamment due à la **chute de nos importations depuis la Slovaquie (-24% en g.a. soit -3,6 pp)**, suivie de la Pologne (-1,8%, -0,8 pp) et de la Tchéquie (-1,4%, -0,3 pp). A rebours de la tendance générale, nos importations ont augmenté depuis l'Estonie (5,1% soit +0,04 pp) et depuis la Lettonie (3,4% soit +0,03 pp).

Les produits par pays-fournisseurs qui ont le plus contribué à la baisse de nos importations depuis la zone ECB sont les véhicules automobiles slovaques (-2,9 pp) et hongrois (-0,3 pp), les équipements automobiles polonais (-0,6 pp) slovaques (-0,3 pp) et tchèques (-0,3 pp) ainsi que les machines-outils tchèques (-0,3 pp). A l'inverse, nos importations progressent du fait des véhicules automobiles tchèques (0,7 pp), des équipements électriques polonais (0,3 pp) et des produits pharmaceutiques hongrois (0,3 pp).

**Le solde commercial de la France à l'égard des pays d'Europe centrale et balte sur 10 mois s'est donc réduit de 30,1% en g.a.** passant de -7,4 Mds à -5,2 Mds EUR. Ici encore, cela tient d'abord à **l'amélioration de notre balance commerciale avec les pays de Visegrad** qui passe de -7,9 à -5,6 Mds EUR et contribue de 31 pp à la variation de notre solde commercial régional. **A l'inverse, notre solde commercial avec les pays baltes s'est dégradé** de -15% en g.a. passant de 0,5 à 0,4 Md EUR contribuant négativement (-1 pp) à la variation de notre solde commercial régional.

**La Pologne (13,8pp) et la Slovaquie (10,6pp) sont les pays qui contribuent le plus à la réduction de notre déficit commercial régional.** La France enregistre en 2024 une amélioration importante de ses déficits bilatéraux avec ces deux pays: -65% avec la Pologne grâce à l'augmentation de nos exportations et -38% avec la Slovaquie du fait d'une réduction plus importante des importations que des exportations. En revanche, la France connaît en 2024 une érosion de ses excédents bilatéraux avec les 3 pays baltes (-19% avec l'Estonie, -23% avec la Lettonie et -8% avec la Lituanie).

Calculées sur les 12 derniers mois (novembre 2023-octobre 2024) nos importations depuis la zone ECB se réduisent de -4,1% par rapport à 2023 (passant de 38,8 à 37,3 Mds EUR) tandis que nos exportations progressent de 2,1% (30,4 à 31 Mds EUR). Partant, notre déficit commercial sur 12 mois se réduit de -26% pour s'établir à -6,3 Mds EUR contre -8,5 Mds en 2023.

L'amélioration en 2024 de notre solde commercial et de notre taux de couverture (83%) à l'égard de la zone ECB participe incontestablement à l'amélioration de la balance extérieure de la France. Toutefois, la dynamique de nos exportations vers la zone ECB doit se confirmer dans la durée tandis que la baisse de nos importations traduit surtout la contraction de l'activité et de la demande en France notamment pour ce qui concerne les biens de consommation (automobile) et industriels (machines-outils, équipements électriques).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Varsovie

[varsovie@dgtresor.gouv.fr](mailto:varsovie@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SER de Varsovie

Abonnez-vous : [cezary.toboja@dgtresor.gouv.fr](mailto:cezary.toboja@dgtresor.gouv.fr)